



HAL
open science

La polarisation des élites au Chili, entre processus constituant et commémoration du coup d'Etat

Antoine L. Faure, Antoine Maillet-Duclairon

► To cite this version:

Antoine L. Faure, Antoine Maillet-Duclairon. La polarisation des élites au Chili, entre processus constituant et commémoration du coup d'Etat. Les Études du CERI, 2024, Amérique latine. L'Année politique 2023, 271-272, pp.76-78. 10.25647/etudesduceri.271-272.14 . hal-04419366

HAL Id: hal-04419366

<https://sciencespo.hal.science/hal-04419366>

Submitted on 26 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

La polarisation des élites au Chili, entre processus constituant et commémoration du coup d'Etat

par Antoine Faure et Antoine Maillet

Si la politique chilienne en 2023 devait être résumée en un mot – dans la lignée du mot de l'année du *Dictionnaire d'Oxford* –, ce serait probablement « polarisation ». Certes, cela fait déjà plusieurs années que ce concept circule amplement et répétitivement dans l'espace public chilien, sans pour autant être défini ni moins encore expliqué ou employé de manière univoque. Polarisation idéologique, électorale, citoyenne ou sociale cohabitent et renforcent l'idée même d'une polarisation.

Ce retour en force des récits politiques, médiatiques, experts et universitaires invoquant cette notion trouve un catalyseur dans la révolte sociale de 2019 (finalement étouffée lors de la pandémie de covid-19). Et l'intensité de la séquence électorale qui a suivi a non seulement procédé de ce discours, mais elle aurait aussi un peu plus polarisé la société chilienne (neuf élections ont eu lieu entre octobre 2019 et décembre 2023).

L'année 2023 a aussi offert un terrain particulièrement propice à ce discours, principalement pour deux raisons : la second processus constituant qui s'est terminé par un nouveau référendum, après le rejet d'un premier texte en 2022¹ ; la commémoration des cinquante ans du coup d'Etat de 1973, événement dont l'explication hégémonique réside toujours dans la polarisation politique des citoyens et de la société durant le gouvernement de l'Unité populaire. Ainsi, selon le discours dominant, il ne s'agit pas de savoir en quoi consiste cette polarisation et comment elle se révèle, mais plutôt si elle s'est enracinée, approfondie et renforcée en 2023.

En proie à d'importantes difficultés liées au scandale dit des « fondations »² qui affecte sa coalition, le président Boric a lui-même cédé aux déclarations sur la polarisation du pays tout en invoquant le leadership politique comme seul moyen de freiner le phénomène. Il a ainsi déclaré, après l'élection du nouveau Conseil constitutionnel : « lorsque le pendule de l'histoire oscille sans cesse, ce sont toujours les personnes les plus vulnérables qui en pâtissent, et l'enjeu pour les dirigeants est d'arrêter ce mouvement de balancier³. »

Par polarisation, nous désignons une situation où, progressivement, le débat public s'ancre aux extrêmes, détruisant la multipolarité, atténuant le poids du centre politique et empêchant les institutions de canaliser le conflit politique. Le bilan de l'année politique et des retours vers l'histoire récente des cinquante années qui se sont écoulées depuis le putsch nous conduit à nous demander dans quelle mesure cette polarisation si souvent décriée se traduit par une vie politique pendulaire au quotidien. L'examen du processus constituant de 2023 ainsi que

¹ Voir A. Maillet et A. Faure, « Le Chili après le rechazo. Quels horizons ? », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2022/Les Etudes du CERI*, n° 264-265, janvier 2023 (www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude).

² Soupçons de détournement de fonds publics par des organisations (les fondations) dirigées par des militants ou proches du Front ample (FA). Les révélations qui se sont succédé pendant plusieurs mois ont donné lieu à des dizaines de mises en examen, parfois à l'incarcération préventive de différentes personnalités au niveau national et dans les régions, et à la démission du ministre Giorgio Jackson, personnage clé du FA.

³ « Boric : "Invito al Partido Republicano a no cometer el mismo error que cometimos nosotros" », *Cooperativa.cl*, 7 mai 2023.

la contextualisation du discours sur la polarisation à l'aune des batailles historiques et mémorielles relatives à la commémoration semblent offrir quelques éléments de réponses.

Le processus constituant : du consensus des experts à la polarisation droite

Après le rejet massif par référendum du texte élaboré par la Convention constitutionnelle en septembre 2022, un large spectre de partis politiques – auquel le Parti républicain (PLR) a refusé de s'associer – s'est rassemblé en décembre de la même année autour d'un « Accord pour le Chili » qui donnait le départ d'un nouveau processus constituant. La première étape a consisté en la nomination des membres d'une commission d'experts, composée à parité de forces du gouvernement et de l'opposition. Ces experts, quasi exclusivement juristes, ont eu la charge d'élaborer un nouveau texte destiné à servir de base de travail au Conseil constitutionnel élu au suffrage universel. Ils ont remis leur texte aux conseillers en juin, un mois après l'élection qui s'est conclue par la victoire d'une ampleur inattendue du PR de José Antonio Kast, opposé au changement de Constitution. Ce parti a en effet obtenu 35 % des voix, auxquels s'ajoutent les 21 % de la droite traditionnelle. Grâce à cette majorité qualifiée, les forces de droite se sont donc retrouvées dans la position dominante occupée par la gauche lors du précédent processus. Les conseillers se sont ainsi éloignés du texte des experts, en proposant des articles plus radicaux que ceux de la Constitution en vigueur, pourtant déjà considérée comme exceptionnellement marquée à droite.

Le PLR a pu imposer son agenda sur différents thèmes. Même si le texte a maintenu la référence à un « Etat de droit social et démocratique » établie par les experts, il s'en éloigne en substance en inscrivant dans la Constitution le principe de « libre choix » en matière de droits sociaux, empêchant de fait le service public de se distinguer du privé. La volonté d'affaiblir le secteur public se manifeste également à travers la suppression de la taxe foncière, qu'aucune mesure ne vient compenser, dans une logique libertarienne. Concernant l'un des éléments constitutifs de la popularité du PLR, le texte indique notamment que l'expulsion des migrants entrés illégalement dans le pays devra se faire « dans les plus brefs délais ». Et sur un autre sujet fondamental pour ses bases militantes, le texte remet en cause le droit à l'avortement, en proclamant la protection de « la vie des enfants à naître ». Autant de manifestations très concrètes du processus de polarisation à l'œuvre.

Dimensions mémorielles et historiques du discours sur la polarisation

Le contexte de commémoration des cinquante ans du coup d'Etat est un terrain fertile aux manifestations et discours sur la polarisation du pays. D'abord, parce que la population chilienne reste très divisée sur les questions du passé récent et de sa mémoire⁴. Soixante pour cent des sondés déclarent par exemple que l'autoritarisme peut se justifier dans certaines circonstances⁵. Cela s'est particulièrement manifesté à travers les difficultés qu'a connues le

⁴ Voir la contribution de L. M. Ruiz Rodríguez dans ce volume.

⁵ « Encuesta Chile Dice 2023 », Universidad Alberto-Hurtado – Critería (www.uahurtado.cl/chile-dice/).

gouvernement pour proposer des événements commémoratifs. Ainsi, le principal conseiller présidentiel pour la commémoration, Patricio Fernández, n'est resté qu'une année en poste, après des déclarations qui ont divisé le gouvernement, le Parti communiste accusant Fernández d'avoir « justifié le coup d'Etat⁶ ».

Au-delà de ce poste spécifique, le ministère de la Culture, promu principal ordonnateur de cette commémoration, a vécu une année de crise, avec deux changements de ministre. Nommé en mars afin de préparer cet événement, Jaime de Aguirre, issu du monde du spectacle et de la télévision, a été remplacé en août sur fond de grèves des fonctionnaires du ministère relative à leurs conditions de travail et de nombreuses déclarations publiques sur l'absence d'horizon et d'organisation de l'instance étatique.

Sur le fond, le débat sur le « *nunca más* » (jamais plus) est redevenu en 2023, comme au début des années 1990, un conflit sur les erreurs du passé et leur non-répétition. Bien plus qu'en 2013, et dans un retour aux termes du débat utilisés en 1993 et 2003, les droites chiliennes et leurs intellectuels médiatiques ont repris cet entreprise de justification du coup d'Etat par les erreurs, dérives et échecs des « mille jours » de Salvador Allende qui auraient – selon eux – conduit à l'intervention militaire. Les responsabilités sont attribuées à la gauche politique chilienne – dans toute son hétérogénéité – et la polarisation est agitée comme le facteur principal d'une décision inévitable.

La réappropriation de ce discours en 2023 se caractérise par l'extension de la disqualification de l'Unité populaire à la séquence politique ouverte par la révolte sociale de 2019 et poursuivie par le premier processus constituant, puis l'élection et la présidence de Gabriel Boric.

Sur la base de ces deux controverses, il nous semble que la « polarisation » renvoie bien plus aux prises de position des élites et partis politiques qu'à l'opinion publique. Dans une certaine mesure, elle est plus un référentiel et un instrument de gouvernement qu'elle ne traduit une montée de la violence politique. Elle est précisément ce qui organise le conflit politique aujourd'hui au Chili, un ordonnancement productif pour les forces politiques qui divergent et cherchent à conquérir des positions étatiques influentes.

La victoire du vote « contre » la seconde proposition de texte constitutionnel – par plus de dix points d'écart – le 17 décembre dernier semble valider cette hypothèse d'une polarisation des élites et non pas citoyenne. Face au rejet des deux processus constitutifs (2022 et 2023), les électeurs et électrices ont fait preuve de bien plus de distance et de modération que leurs représentants. Le champ politique semble le principal perdant tant sa position de faiblesse et sa perte de légitimité se révèlent dans ces deux votes par une confiance citoyenne profondément entamée. Dans ce contexte, alors que le Front ample s'est montré moins transformateur dans sa pratique du pouvoir que ce à quoi l'on pouvait s'attendre, l'action publique des deux prochaines années reste un enjeu majeur. Par ailleurs, on peut se demander si le PLR accédera aux fonctions exécutives et si cela se traduira par un changement substantiel. C'est tout l'enjeu du cycle électoral qui s'ouvrira en 2024.

⁶ « Patricio Fernández y críticas tras sus declaraciones por el golpe de Estado : “Jamás lo he justificado” », CNN Chile, 30 juin 2023.

Pour citer ce chapitre : Antoine Faure et Antoine Maillet, « La polarisation des élites au Chili, entre processus constituant et commémoration du coup d'Etat », in D. Recondo (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 271-272, janvier 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].